

*Questions orales*

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, j'ai la quasi-certitude que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures communiquera volontiers à la Chambre, ou au Comité permanent des affaires extérieures, tous les renseignements sur l'effet que semblent avoir les sanctions actuelles dans le golfe Persique en général.

La Chambre sait que le gouvernement appuie entièrement la notion de sécurité collective compromise par les événements du Golfe et l'invasion du Koweït par l'Irak. Nous entendons poursuivre cette politique et soutenir les pays qui estiment devoir s'unir pour protéger la sécurité de tous les pays du monde, certes pour protéger en tout cas la sécurité de ceux qui croient au principe des Nations Unies et au train de sanctions que cet organisme a approuvées.

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Selon certaines sources, les États-Unis s'apprêteraient à demander une résolution des Nations unies fixant un délai pour l'évacuation du Koweït par l'Irak avant le déclenchement de la guerre.

Le 26 octobre, le secrétaire d'État a déclaré qu'il y aurait un débat sur la crise du Golfe à la Chambre des communes s'il y avait des changements dans la situation. Il semble y avoir des changements, du moins sous les pressions des États-Unis. En fin de semaine, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré qu'en dépit de réticences qu'il avait lui-même devant l'idée de fixer un délai pour déclencher la guerre, le Canada appuierait probablement une proposition en ce sens. Que le ministre responsable doive agir contre sa conscience démontre bien à quel point nous avons besoin de tenir un débat au Parlement.

Les ministériels appuieront-ils la demande du Nouveau Parti démocratique de tenir un débat d'urgence sur la situation?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, la Chambre a déjà discuté d'une résolution sur la crise du Golfe et le gouvernement a pour politique d'appuyer les nations du monde dans un contexte de sécurité collective.

**Une voix:** Nous parlons de guerre maintenant, John.

**M. Crosbie:** Pour ce qui est de la guerre, c'est l'Irak qui a posé un geste de guerre en envahissant le Koweït il y a quelques mois.

Le gouvernement ne se prépare pas à déclarer de guerre, mais il prévoit donner toute son aide aux Nations Unies et à nos alliés pour réagir de façon responsable à la crise. Cette crise menace tous les pays du monde qui ont un voisin puissant susceptible, un jour, de convoiter leur territoire.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, le gouvernement n'a pas été en mesure de dire clairement à la Chambre combien de temps il faut laisser aux sanctions avant de juger de leur effet. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit que le gouvernement donnerait son appui à une résolution même s'il n'était peut-être pas d'accord pour fixer d'avance le moment où des mesures offensives devraient être prises. Cependant, les circonstances ont changé. Nous n'avons pas discuté de cette question à la Chambre des communes. Nous avons tenu un débat sur les sanctions économiques.

Je demande de nouveau au premier ministre suppléant s'il s'engagera aujourd'hui même au nom de son gouvernement à tenir un débat sur la résolution de l'ONU qui sera présentée au cours de la semaine, avant la présentation de cette résolution et avant que le Canada prenne un engagement qui n'a pas fait l'objet d'un vrai débat parlementaire.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, les mesures offensives qui ont été prises sont les opérations que l'Irak a menées il y a quelques mois en envahissant le Koweït et en s'en emparant par la force, sans donner d'avertissement et sans se justifier. Ce sont là les mesures offensives.

Le gouvernement est clairement opposé à ces mesures et il défendra les pays du monde qui s'unissent pour condamner de tels actes. Nous soutiendrons toute mesure qui sera nécessaire pour permettre au Koweït de reprendre son statut antérieur.

Quant à la demande de tenue d'un débat, comme je l'ai déjà dit, c'est une question que je laisse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui est actuellement en voyage dans cette région du monde, faisant tout ce qu'il peut pour y assurer une présence canadienne et pour